

Repenser les principes humanitaires en tenant compte des communautés, du contexte et du bon sens

Ce que des milliers de personnes au Tchad et en République démocratique du Congo nous ont appris concernant l'humanité et l'impartialité | mars 2024

Tim Buder et Meg Sattler

En 2022, Ground Truth Solutions et UNICEF ont lancé un programme au Tchad et en République démocratique du Congo (RDC) visant à s'assurer que les personnes affectées par les crises dans ces deux pays puissent influencer la manière dont elles recevaient l'aide¹. En collaboration avec Victim's Hope DRC et des chercheurs et chercheuses indépendant·e·s au Tchad, nous avons mené des enquêtes, des groupes de discussions, des entretiens individuels ainsi que des dialogues communautaires pour comprendre ce que les populations affectées pensaient de l'assistance humanitaire, et quelles étaient les manières de l'améliorer.

Maintenant que ce projet arrive à son terme, nous souhaitons partager nos résultats, et rapprocher les voix et expériences des personnes affectées par les crises des principaux débats concernant la mise en œuvre des pratiques et principes humanitaires. Cet article apporte également l'éclairage des intervenant·e·s de notre récent webinar « Leçons apprises » : Yves Badesire (expert suivi et évaluation à Victim's Hope DRC), Audrey Hernandez (directrice pays de Concern Worldwide au Tchad), Charles-Antoine Hofmann (chef de section *Responsabilité envers les personnes affectées* pour la division urgences globales chez UNICEF) et Karin Wendt (senior researcher à HERE-Geneva).

L'« impartialité » souvent remise en question: le principe plus subjectif d'« équité » est-il plus utile ?

En tant que concept, l'impartialité paraît justifiée. L'aide devrait se fonder sur les besoins, et les cas les plus urgents traités en priorité, sans discrimination. Des évaluations et des indicateurs devraient permettre d'identifier les plus vulnérables.

En théorie, cela semble une excellente idée. Mais en pratique, c'est difficilement applicable, et s'il y a bien une chose que dix ans de collecte de données nous ont prouvé, c'est que la communauté humanitaire y parvient rarement (voire jamais). Les défis auxquels l'impartialité doit régulièrement faire face sont bien documentés². En RDC, près de la moitié des enquêté·e·s (46%) pensent que l'aide ne va pas aux personnes qui en ont le plus besoin³. Au Tchad, seulement entre 24% et 37% (en fonction de la crise) pensent que l'aide parvient aux personnes qui en ont le plus besoin⁴. En RDC, des proportions équivalentes ne considèrent pas l'aide comme étant équitable (42%), tandis qu'au Tchad, cette perception varie de 24% à 43%.

¹ Ce programme a été réalisé en partenariat avec l'UNICEF, et rendu possible par le soutien financier du Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) d'USAID en collaboration avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) au Tchad et en République démocratique du Congo.

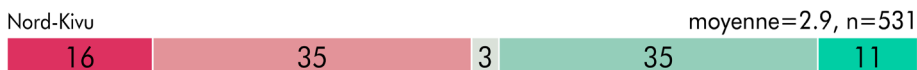
² Voir par exemple Hugo Slim. Janvier 2024. « [Painful Choices: how humanitarians can prioritize in a world of rising need](#) ».

³ Ground Truth Solutions. Novembre 2023. « [Pas de transparence, pas de confiance](#) ».

⁴ Nos données pour le Tchad sont désagrégées en fonction des quatre crises en cours dans le pays : 41% des personnes affectées par la crise au Cameroun avec qui nous avons échangé ne croient pas que l'aide parvient à celles et ceux qui en ont le plus besoin, chiffre qui s'élève à 39% pour les personnes affectées par la crise au Soudan, 35% par la crise en République centrafricaine, et 27% par la crise au Nigeria. Pour en savoir plus, reportez-vous à nos [comptes-rendus régionaux](#) pour le Tchad.

Les biens et les services vont-ils aux personnes qui en ont le plus besoin ?

RDC



Résultats en %

Tchad



Résultats en %

● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

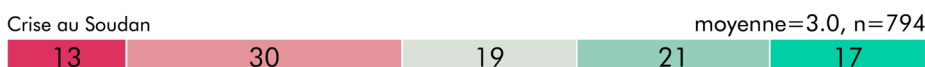
Les biens et les services sont-ils distribués de façon juste ?

RDC



Résultats en %

Tchad



Résultats en %

● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Le travail de GTS en RDC a débuté en octobre 2022, en s'adressant aux personnes ayant obtenu de l'aide humanitaire dans les provinces de l'Est du pays où se concentrent la plupart des activités humanitaires : l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Nous avons parlé aux personnes déplacées internes (PDI) vivant dans et hors des camps, aux personnes retournées, ainsi qu'à des personnes membres des communautés hôtes afin de comprendre ce qu'elles pensaient de la manière dont était mise en œuvre l'aide humanitaire, et dans quelle mesure cela leur convenait.

Plus d'informations peuvent être trouvées sur [page de projet](#).

Depuis 2018, GTS suit les perceptions des personnes touchées par les crises au Tchad dans les régions du Chari-Baguirmi, Lac, Mandoul, Moyen Chari, Ouaddaï, Logone Oriental et Wadi Fira. Nos données pour le Tchad sont désagrégées en fonction des quatre crises principales dans le pays : La "crise du Cameroun" qui affecte la région du Chari-Baguirmi ; la "crise du Soudan" qui affecte les régions du Ouaddaï et du Wadi Fira ; la "crise en République centrafricaine" qui affecte les régions du Mandoul, Moyen Chari et Logone Oriental* ; et la "crise du Nigeria" qui affecte la région du Lac. Pour une analyse plus approfondie des perceptions au niveau régional, consultez nos bulletins de 2023 accessibles en ligne sur [note page de projet](#).

*En 2023, la collecte de données quantitative n'a pas eu lieu dans la région du Logone Oriental en raison d'incidents de sécurité survenus dans cette zone durant la période de collecte.

Les personnes interrogées perçoivent-elles l'aide comme inéquitable quand elles estiment qu'elle n'atteint pas celles qui en ont le plus besoin ? Cela semble parfois être le cas. Les communautés veulent un système de ciblage à la fois amélioré et plus clair pour identifier les personnes les plus vulnérables, visant à éviter que l'aide ne se retrouve détournée. Dans les deux pays, la plupart des répondant·e·s ne savent tout simplement pas pourquoi certaines personnes reçoivent une aide alors que d'autres non. Cette incompréhension alimente des tensions. Quand un·e résident·e reçoit une aide alors qu'un·e autre, pourtant dans une situation très similaire, n'en reçoit pas, en particulier si le ou la résident·e qui la reçoit ne présente aucun caractère visible de vulnérabilité comme le fait d'être enceinte, d'être une personne âgée ou handicapée, il est difficile de comprendre le processus de sélection et de l'accepter comme étant juste. Nous avons observé un écart important entre la compréhension du processus d'enregistrement et celui de la sélection. Les communautés se demandent souvent pourquoi un grand nombre de personnes sont enregistrées, alors que seulement une partie d'entre elles recevra finalement quelque chose. Les prises de décision, si elles sont opaques, auront incontestablement du mal à être considérées comme justes.

Prioriser au niveau collectif plutôt que de mener des évaluations à l'échelle individuelle ?

Pour que l'aide soit perçue comme équitable, les populations interrogées demandent aussi généralement de concevoir la distribution de l'aide de manière plus holistique et inclusive, afin d'aider l'ensemble de la communauté. En RDC, nombreuses sont les personnes qui préféreraient que l'aide soit fournie à tout le monde, plutôt que d'essayer de sélectionner qui en a le plus besoin.

Une approche holistique et inclusive peut facilement être d'emblée écartée car perçue comme irréalisable, quand des besoins grandissants dépassent des ressources toujours plus limitées. Mais en repensant la programmation, cela n'a pas forcément à être le cas.

La manière dont les besoins sont actuellement définis et mesurés (où les humanitaires chargé·e·s des décisions identifient les besoins individuels de chaque foyer à l'aide de critères qui visent à localiser et à quantifier la vulnérabilité) ne correspond pas aux dynamiques et aux priorités des communautés affectées par les crises. Très souvent, chacun·e perçoit sa situation comme étant comparable à celle de ses voisin·e·s ou ami·e·s, particulièrement quand il s'agit de faire face à des défis aussi graves et répandus que la violence, l'insécurité, un manque de revenus et d'opportunités de formation, et le fait d'être déplacé·e·s. Dans ces conditions, dire que certain·e·s sont vulnérables et pas d'autres semble ne pas avoir de sens. Les communautés interrogées en RDC estiment que répartir l'aide disponible à davantage de membres d'une communauté (même si cela revient à réduire la part de l'aide pour chaque individu) serait plus juste, contribuerait à maintenir la cohésion sociale et réduirait les risques liés à la sécurité.

Un programme d'aide équitable et une aide impartiale ne sont pas forcément des objectifs mutuellement exclusifs. Mais envisager l'impartialité comme une **conséquence possible**, plutôt que comme une **condition de départ**, pourrait s'avérer plus judicieux. Cette approche impliquerait de s'éloigner d'une méthode d'identification des besoins humanitaires avant tout à l'échelle individuelle, et d'écarter les exercices d'évaluation que les communautés trouvent trop personnels et indignes, pour chercher plutôt à envisager les communautés comme des groupes complexes. En se concentrant sur les priorités plutôt que sur les besoins, en tenant compte de ressources d'ordre public comme les lieux et les infrastructures⁵, et en comprenant mieux la diversité existant au sein des communautés affectées par les crises, nous pouvons peut-être mieux répondre aux requêtes de ces communautés en ce qui concerne une approche plus complète concernant l'aide.



Lorsque toi et ton voisin mangez tous les deux, cela fait que les membres de la communauté s'aiment bien, mais lorsque toi tu manges, et que ton voisin non, cela peut provoquer de la haine et de l'incompréhension. De même, c'est bien si je reçois l'aide et que mon voisin aussi.

– Homme, membre d'une communauté hôte à Irumu, Ituri, RDC



Ne sélectionnez pas seulement ceux qui sont déplacés parce que les familles hôtes ont aussi les mêmes besoins que nous. Voir une personne enregistrée et l'autre non provoquera des conflits entre voisins. On doit aider tout le monde.

– Femme déplacée interne, à Kabare, Sud-Kivu, RDC

⁵ Voir aussi Hugo Slim. Janvier 2024. «[Painful Choices: how humanitarians can prioritize in a world of rising need](#)».

Si cela conduit l'aide à aller davantage là où elle est la plus nécessaire (comme tant de personnes le pensent au Tchad et en RDC), une autre conséquence appréciable serait que nous maintiendrions notre engagement d'impartialité.

Cela implique d'aborder, à tous les niveaux, la conception des programmes d'une façon participative grâce à laquelle les communautés auraient l'opportunité de réellement prendre part aux décisions.

Un des freins réside dans notre tendance à appréhender l'engagement communautaire sur le mode des extrêmes : soit en nous mettant pour objectif de recueillir l'avis du plus de personnes possibles, soit en déléguant simplement des décisions importantes à certains cheffe·s communautaires. Le ciblage dépend en grande partie d'un soutien local, ce qui peut dans certains cas remettre en cause l'impartialité. Au Tchad comme en RDC, celles et ceux qui sont le plus souvent impliqué·e·s dans les processus de prise de décision et de sélection, tel·le·s que les cheffe·s de village, les autorités, et autres personnes influentes, ont parfois pour réputation d'abuser de leur position. Au Tchad, en réponse à la question de savoir pourquoi certaines personnes sont exclues de la programmation de l'aide, il est courant d'entendre : "en raison du favoritisme des cheffe·s locaux". Les communautés des deux pays dénoncent la corruption et le népotisme, et décrivent la manière dont les personnes dotées d'une position de pouvoir ont d'abord fait passer les membres de leur famille pour l'enregistrement à l'aide, et ont falsifié les listes de distribution au profit des personnes qu'elles connaissent.

Un programme d'aide équitable tenterait de travailler en collaboration avec un échantillon plus significatif des communautés locales, prenant en compte des représentante·s de divers groupes (et pas seulement des figures influentes localement) pour co-concevoir des programmes qui ciblent les personnes appropriées, tout en soupesant les risques de tensions entre les personnes qui reçoivent certains types d'aide et celles qui ne les reçoivent pas.

Pour que cela soit possible, il faut une communication plus transparente à propos des processus d'aide, des options possibles, de la façon dont les décisions sont prises, et des contraintes de l'assistance humanitaire. Un dialogue constant devrait permettre d'empêcher et de limiter les rumeurs et la désinformation. Enfin, des mécanismes de contrôle et de régulation doivent être mis en place pour éviter les abus graves de pouvoir. Mais rien de tout cela n'est simple. Audrey Hernandez et Yves Badesire soulignent tous deux les défis qui se posent en ce qui concerne l'identification des priorités des communautés et le fait de mener le nombre nécessaire de conversations en personne : les obstacles vont des barrières de la langue aux problèmes logistiques, en passant par les refus d'accès et des structures de représentation communautaire locale confuses⁶.

Au vu du nombre de défis à relever, l'équité pourrait bien s'avérer un objectif précieux dans la prise de décision et la distribution. Nos recherches montrent que si les personnes interrogées trouvent que les processus d'aide sont inclusifs, transparents, et font preuve de traçabilité, elles sont plus susceptibles de trouver que l'aide est juste. Et si des méthodes qu'elles considèrent comme davantage équitables identifient des groupes spécifiques de personnes comme étant des groupes à prioriser via un soutien accru, l'approche « impartiale » qui correspond recevra plus d'adhésion que des choix faits uniquement par des humanitaires invisibles se fondant sur des enquêtes d'extraction de données et des grilles de vulnérabilité dont les résultats sont rarement accessibles aux communautés.



Les chefs de village ont déjà formé des équipes qui enregistrent uniquement leurs amis, connaissances et membres de leur famille, au détriment des personnes handicapées et d'autres vulnérables. Ces guides exigent de l'argent, généralement entre 10 et 20 USD, avant de décider de qui est éligible d'obtenir de l'aide humanitaire.

– Homme déplacé à Oicha, Nord-Kivu



Ils doivent être transparents avec nous sur la façon dont les personnes ont été sélectionnées. S'ils étaient transparents, on saurait pourquoi une catégorie de personnes a été choisie plutôt qu'une autre, ce qui éviterait les questionnements et les frustrations.

– Femme, membre d'une communauté hôte à Goma, Nord-Kivu, RDC



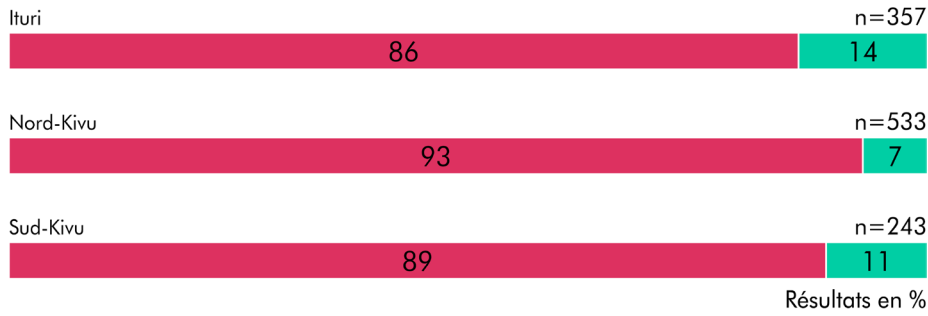
Les critères sont injustes. Tant de personnes sont enregistrées, parfois c'est tout le monde, mais quelques personnes seulement reçoivent réellement de l'aide ; pourquoi ?

– Homme réfugié, à Chari Baguirmi, Tchad

⁶ Se reporter à la discussion d'Audrey Hernandez et d'Yves Badesire lors du webinaire de Ground Truth Solutions, « Leçons apprises en écoutant les communautés affectées en RDC et au Tchad » (min. 42:36).

Avez-vous déjà participé aux décisions, à la mise en œuvre, ou au suivi des biens et services humanitaires ?

RDC



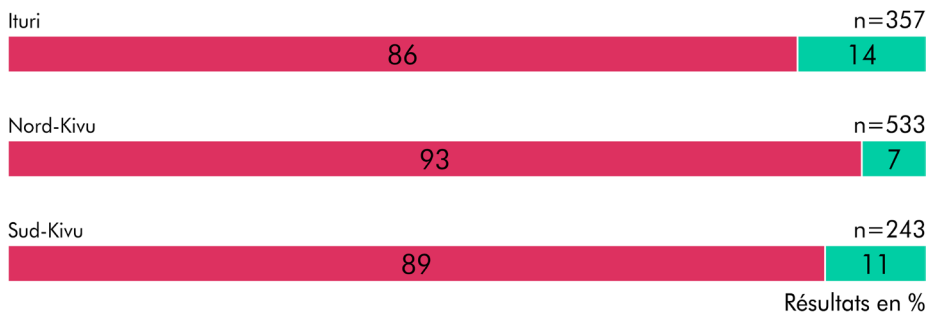
Tchad



● Non ● Oui

Savez-vous comment les organisations humanitaires décident qui reçoit l'assistance et qui n'en reçoit pas ?

RDC



Tchad



● Non ● Oui

Devrions-nous plutôt suivre le principe d'humanité ?

Le principe d'humanité est souvent épargné par la constante remise en question théorique que connaissent les autres principes. On le comprend, de manière erronée, comme l'application d'un concept abstrait et philosophique, fondé sur l'empathie et un impératif moral. « La mise en œuvre la plus répandue du principe d'humanité est sa traduction en un impératif humanitaire selon lequel il faut agir quelles qu'en soient les conséquences »⁷.

Cependant, comme l'a souligné Larissa Fast, l'humanité ne consiste pas simplement à être présent·es : il s'agit de comment être présent·es⁸. L'humanité exige une présence qui a du sens, une proximité avec les communautés, ainsi qu'une profonde compréhension du contexte. Cela signifie travailler avec les communautés pour améliorer une situation. « La valeur de l'humanité ne peut se réduire à une simple épingle sur une carte. C'est la qualité de la présence qui compte »⁹.

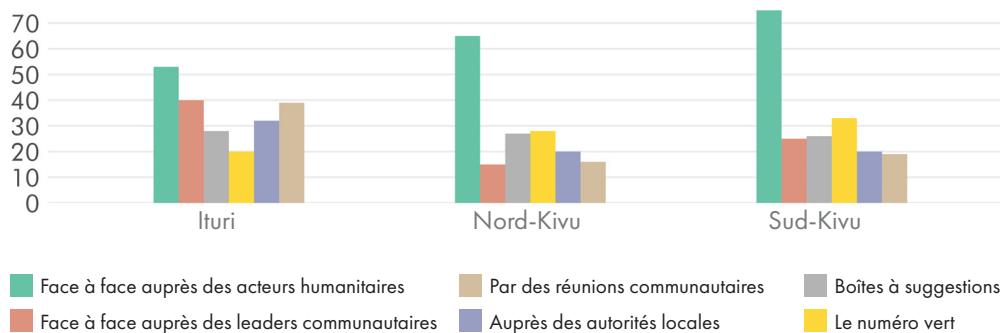
Moins de standardisation, plus de proximité

Au Tchad et en RDC, les communautés déplorent la distance qu'elles observent entre le personnel humanitaire et leurs propres réalités. Beaucoup demandent « davantage de présence des équipes humanitaires » au sein des communautés ciblées par leurs programmes, pour mettre un visage sur cette réponse, et pouvoir parler à quelqu'un pour poser une question, exprimer une suggestion ou formuler une plainte. Charles-Antoine Hofmann souligne que des éléments essentiels sont souvent négligés, ce qui a d'importantes conséquences : « Il y a un problème de confiance des communautés vis à vis des humanitaires qui est absolument clair [...]. Pour moi, le fait de ne pas répondre à des plaintes, le fait de solliciter de manière perpétuelle des communautés sans être en mesure d'offrir des réponses, ce sont des lignes rouges qu'on franchit. Ce n'est pas acceptable »¹⁰.

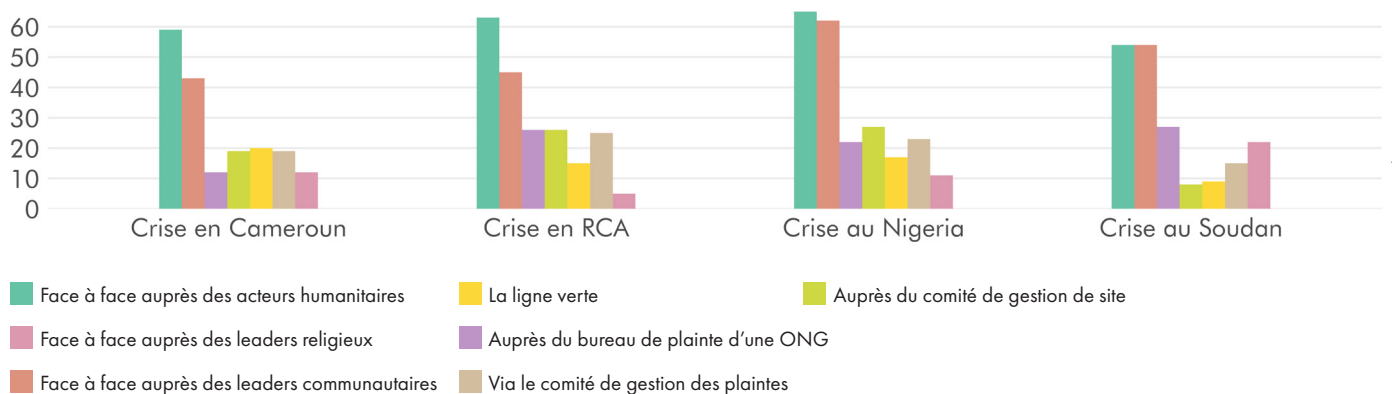
- ⁷ « The most common operationalisation of the principle of humanity is its translation into the humanitarian imperative that justifies action no matter what. » Marzia Montemurro & Karin Wendt. 2021. « [Principled humanitarian programming in Yemen](#) ».
- ⁸ Larissa Fast. 2015. « [Unpacking the principle of humanity: Tensions and implications](#) ».
- ⁹ « The value of humanity cannot be reduced to a mere pin on a map. It is the quality of the presence that matters. » Marzia Montemurro & Karin Wendt. 2021. « [Principled humanitarian programming in Yemen](#) ».
- ¹⁰ Charles-Antoine Hofmann lors du webinaire de Ground Truth Solutions, « [Leçons apprises en écoutant les communautés en RDC et au Tchad](#) » (min. 1:04:07).

Les mécanismes de plainte préférés, en %.

RDC



Tchad



Karin Wendt ne connaît que trop bien ce manque de proximité. « Quand on regardait la carte, on voyait que les diverses organisations humanitaires étaient bien représentées dans les centres opérationnels majeurs. [...] Mais en parlant avec les populations affectées, on a bien compris qu'elles voyaient des logos, des voitures, mais pas forcément les acteurs et actrices humanitaires eux-mêmes. Elles avaient l'impression que l'action humanitaire était détachée : que c'étaient des personnes qui venaient prendre des photos, poser des questions, c'est tout »¹¹.

Là où les ressources sont limitées, la volonté, partant d'une bonne intention, de se concentrer sur l'efficacité mène souvent à compromettre la qualité. Au Tchad, des tentatives d'apporter de la nourriture au plus grand nombre de personnes possibles pendant une période entre deux financements font que ces personnes reçoivent de faibles quantités de nourriture qu'elles ne désirent pas. Et en RDC, 40% affirment que des membres de leur communauté vendent des biens reçus de la part des organisations humanitaires afin de couvrir leurs besoins essentiels¹².

Les acteurs et actrices humanitaires doivent faire plus attention à améliorer la représentation locale et les systèmes de redevabilité, à travers lesquels un échantillon plus large des divers membres des communautés puisse connaître et contribuer aux processus d'aide. Mettre en œuvre le principe d'humanité en aspirant à une assistance mieux informée du contexte et de meilleure qualité est une bonne manière de compléter la notion d'équité.

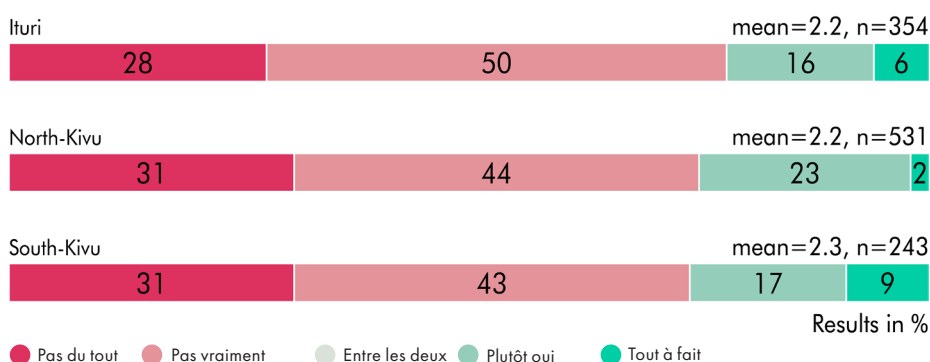
Le besoin de prioriser devrait réduire, et non perpétuer, la standardisation

Comme Fast, nous pensons que mettre en œuvre le principe d'humanité exige de « chercher à recueillir les points de vue des membres des communautés affectées, et, [...] ce qui est peut-être le plus crucial, d'y répondre en adaptant les programmes »¹³.

Or, plus on échange avec les communautés affectées par les crises, plus on voit de solutions qui dépassent la mission que l'on attribue généralement aux humanitaires. Dans les crises prolongées comme celles que connaissent le Tchad et la RDC, les populations qui font face à des problèmes persistants demandent davantage de soutien pour développer leur résilience et acquérir une autonomie. Elles sont reconnaissantes pour cette aide, mais comme la plupart des gens, être des personnes recevant une aide n'est pas ce qu'elles veulent. Elles désirent travailler pour un avenir meilleur. En RDC, l'écrasante majorité (86%) des répondants ne pensent pas que l'aide reçue leur permette de devenir autonomes, et la plupart ont de multiples idées sur la manière dont les maigres ressources pourraient être mieux utilisées grâce à une perspective à plus long terme.

Pensez-vous que les biens et les services humanitaires dans votre communauté vous aident à élaborer des plans à long terme ?

RDC



Leur présence devrait se ressentir sur le site. Ils peuvent même mener un suivi pour voir ce que la communauté fait de l'aide reçue. L'organisation humanitaire peut aussi orienter les membres de la communauté et identifier les besoins collectifs qui ne sont pas satisfaits. À partir de ça, elle peut alors adapter certaines formes d'assistance, et la communauté saura mieux comment les gérer à l'avenir.

– Homme, membre d'une communauté hôte à Irumu, Ituri, RDC



L'aide est inadéquate, parce que personne ne nous consulte. Les acteurs humanitaires ne connaissent pas notre réalité. Ils arrivent avec de l'aide et comme nous sommes vulnérables, nous ne pouvons pas refuser. Alors nous l'acceptons, puis nous l'échangeons contre de la nourriture.

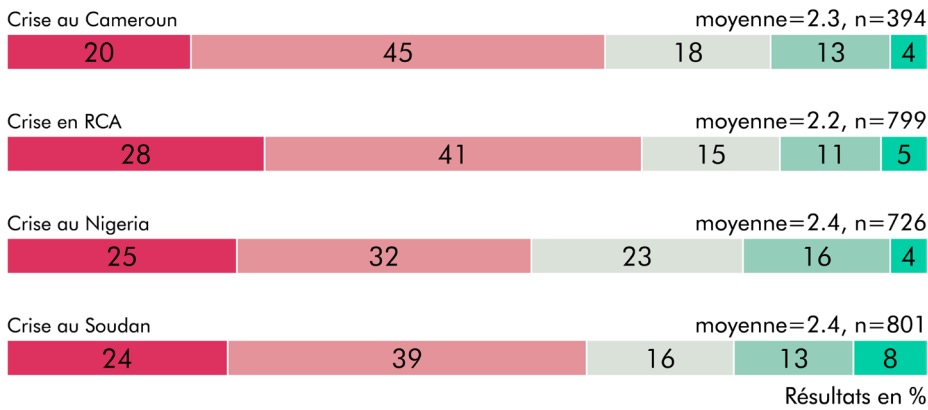
– Femme au Moyen Chari, Tchad, qui était retournée dans sa communauté d'origine après avoir été déplacée

¹¹ Karin Wendt pendant le webinar de Ground Truth Solutions. « Leçons apprises en écoutant les communautés affectées en RDC et au Tchad » (min. 55:24).

¹² Ground Truth Solutions. Novembre 2023. « Pas de transparence, pas de confiance », p. 7.

¹³ « Seeking out the perspectives of affected community members, [...] and, perhaps most critically, responding through programme adaptation. » Larissa Fast. 2015. « Unpacking the principle of humanity: Tensions and implications ».

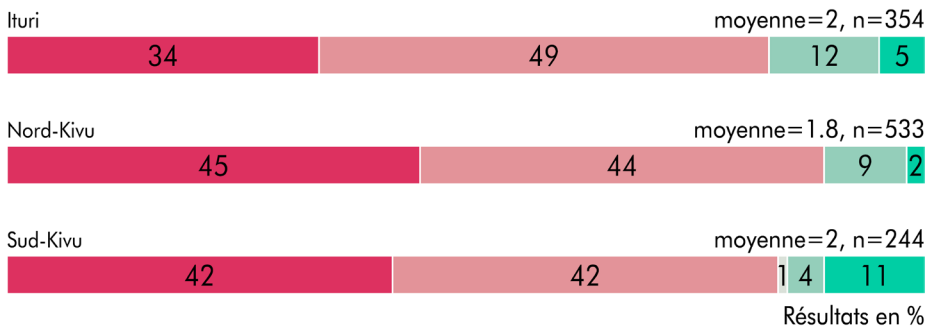
Tchad



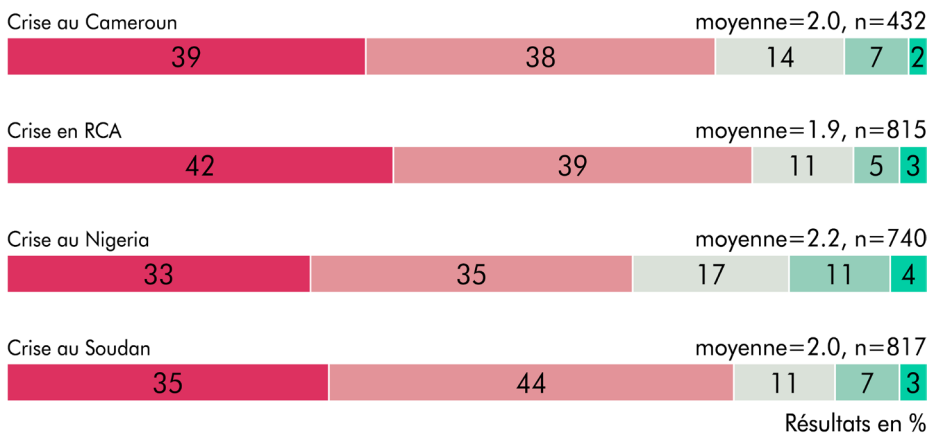
● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Avez-vous le sentiment que le soutien que vous recevez vous permet de vous autonomiser ?

RDC



Tchad



● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Certaines membres du personnel humanitaire au Tchad nous ont dit que les communautés demandent une aide à plus long terme uniquement parce que la réponse a réussi à couvrir leurs besoins les plus essentiels et de survie : cette demande d'autonomie leur apparaît donc comme la preuve du succès humanitaire. Mais une proportion incroyablement basse de personnes interrogées disent que leurs besoins les plus essentiels sont couverts (13%), et la très grande majorité attendent toujours des équipes humanitaires qu'elles les aident à vivre de manière autonome.

On nous dit souvent qu'à l'ère de priorisation humanitaire que nous connaissons, où les besoins dépassent de très loin les fonds, il n'y a pas d'argent pour répondre au désir d'autonomie et de résilience.

Mais cette façon de penser ferme les yeux sur certaines réalités, comme le fait qu'au Tchad, ce qu'on considère comme « une aide à la survie » est souvent vendu sur le marché pour obtenir un soutien plus adapté pour sa famille. Et au sein des 40% en RDC qui déclarent que l'aide est vendue, une personne sur cinq dit que c'est pour financer des projets générateurs de revenus, et près de deux sur cinq affirment que cela sert à rembourser un prêt.

L'inadéquation de l'aide face aux crises prolongées du Tchad et de RDC, aggravées par le changement climatique, risque de simplement rendre les communautés plus vulnérables après chaque catastrophe. Insister sur le fait que l'aide doit seulement se focaliser sur une aide à court terme ne tient pas compte de la dignité des personnes, de leur agentivité, et de réalités permanentes. Quand on les questionne sur leurs priorités, les communautés des deux pays insistent de manière récurrente à la fois sur le besoin de sécurité et de paix et sur celui d'opportunités de travail et de moyens de subsistance.

« Pour nous aider à devenir plus autonomes dans ces circonstances, nous demandons aux humanitaires de plaider notre cause auprès de notre gouvernement pour restaurer la paix et une sécurité durable. Sans cela, nous ne pourrions rien faire ». – Homme, membre d'une communauté hôte à Goma, Nord-Kivu, RDC

Pour que l'aide corresponde à une approche ascendante, centrée sur les personnes, et qu'elle soit donc davantage redevable, la plupart des gens reconnaissent qu'il faut une meilleure coopération entre les acteurs et actrices à court terme et à long terme, ainsi que leurs bailleurs de fonds. Mais faire en sorte que ceci fonctionne dans un système cloisonné et standardisé par sa « professionnalisation » est difficile.

Les acteurs et actrices humanitaires ne peuvent pas répondre à tous les besoins. Au lieu d'agir comme si c'était possible, dans les évaluations des besoins comme dans les appels qui en résultent, nous devons travailler avec d'autres acteurs et actrices qui sont mieux placés pour trouver des solutions plus durables, même si cela signifie sacrifier des financements humanitaires au profit d'initiatives à plus long terme. Un manque de coordination avec les gouvernements aggrave souvent ce problème. Au Tchad, les organisations humanitaires internationales nous disent qu'elles ont du mal à accéder aux plans de réponse régionale existants dirigés par le gouvernement afin de soutenir les populations à plus long terme.

« Nos principales priorités sont les soins médicaux et la paix pour que nous rentrions chez nous. C'est pourquoi d'ailleurs nous sollicitons l'intervention de OIM avec l'appui de notre gouvernement pour que nous ayons les deux choses ». – Homme déplacé à Nyiragongo, Nord-Kivu, RDC

Même là où une coopération à haut niveau et de grands changements de caps stratégiques semble impossible, nos résultats montrent que l'autonomie peut tout de même être un objectif des programmes d'aide les plus basiques, simplement en prenant le temps d'écouter et de mieux comprendre les dynamiques locales. Par exemple, est-ce que l'argent en espèces doit être distribué via de faibles sommes régulières, ou via un paiement unique plus important permettant d'investir ? L'une ou l'autre méthode est précisément ce qui permettra (ou au contraire détruira) toute capacité d'économiser ou d'investir, pour certaines personnes. D'autres soulignent que l'aide aux moyens de subsistance devrait pouvoir être annoncée à l'avance et donnée en temps voulu pour qu'elles puissent faire des projets. Certaines personnes enfin demandent simplement aux organisations humanitaires de respecter les calendriers de distribution, d'assurer l'accès à des terres cultivables, et de distribuer les semences à temps.



Normalement, en janvier, nous préparons déjà les semences, notamment du maïs et des haricots. Pour ceux qui travaillent dans la carrière, il faut des outils de travail : des barres, des marteaux et des pelles. Cela peut accroître la production et mener à plus d'autonomie.

– Homme, membre d'une communauté hôte à Irumu, Ituri, RDC.



Je ne pense pas que le conflit devrait empêcher les humanitaires de mettre en place des projets d'aide ayant une perspective à long terme. Regardez-nous : malgré tout, malgré les conflits, nous vivons ici. Si nous parvenons à vivre ici, avec beaucoup de vigilance, de sagesse et d'intelligence, alors ils peuvent aussi faire avec.

– Femme, membre d'une communauté hôte à Goma, Nord-Kivu, RDC



Les besoins que nous exprimons ne sont pas pris en compte. Par exemple, développer des infrastructures pour l'agriculture rurale, l'offre d'activités génératrices de revenus (AGR), le micro-crédit pour les animaux, ou encore l'éducation de nos enfants : ils n'ont répondu à aucun de ces besoins. Et pourtant, à notre grande surprise, ils nous ont donné des moustiquaires. Nous n'en avons pas besoin, nous avons toujours celles qu'ils nous avaient données lors de leur précédente intervention

– Homme déplacé à Kabare, Sud-Kivu, RDC

Il n'y a aucune solution qui puisse convenir à tout le monde. Ce sont les priorités des communautés qui doivent déterminer les solutions. Audrey Hernandez explique ainsi : « Le vrai défi, c'est que même si on veut avoir une réponse axée sur les priorités de la communauté, celles-ci sont extrêmement nombreuses. Et dans ce cas-là, comment hiérarchiser les besoins ? [...] C'est ce qui limite l'action concrète [...]. Un autre problème [...], c'est le manque de financement [...]. Il faut travailler encore plus sur la coordination et la spécificité de nos réponses »¹⁴.

Alors, que faire ?

Dans la région du lac au Tchad, un homme nous a confié que lorsque des équipes humanitaires viennent consulter sa communauté, « elles viennent [les] questionner, [les] déranger sans aucune action concrète ensuite. » Yves Badesire explique quant à lui : « Les personnes ayant obtenu de l'aide humanitaire ont exprimé qu'ils ont l'impression que certains acteurs humanitaires définissent leurs besoins à leur place. Les programmes sont déjà conçus, déjà définis, sans vraiment connaître les besoins réels des communautés. Ces programmes viennent pour être exécutés »¹⁵.

Ce n'est qu'en commençant par-là qu'une discussion concernant les besoins du secteur face à la priorisation pourra être utile. Cela ne revient pas simplement à diagnostiquer une carence essentielle au sein du système, mais à clarifier que la solution est déjà là, et n'attend plus que nous. Hugo Slim repense l'impartialité en demandant une responsabilité partagée entre les États et les organisations humanitaires. Nos recherches suggèrent de commencer par écouter les communautés avant tout pour pouvoir y parvenir.

Le lien entre équité et impartialité exige une approche nuancée qui va au-delà des évaluations des besoins individuels, pour parvenir à une priorisation d'ordre collectif et des prises de décisions transparentes. Nous devons faire plus que d'« évaluer les besoins » et nous efforcer davantage à comprendre les priorités et les capacités, à envisager à plus long terme l'« équilibre entre effort public et effort personnel », à répondre aux besoins systémiques à l'échelle des régions, et à investir dans des services multiplicateurs comme les marchés alimentaires, les services d'eau, le système de santé, ou les équipements de formation¹⁶.

De manière presque paradoxale, une vraie lecture du principe d'humanité exigerait peut-être de faire preuve de retenue face à l'imprudent impératif moral d'« agir quelles qu'en soient les conséquences », qui fait toujours passer la quantité avant la qualité. Un engagement réel, une proximité avec les communautés et un soutien visant à développer l'autonomie commencent tous par le fait de davantage chercher à envisager les communautés en crises comme des êtres humains, et non des numéros. Que faut-il pour qu'enfin nous acceptions une action humanitaire qui ne fasse pas le décompte de personnes dans le besoin (PIN)¹⁷, qui ne fonde pas son approche sur des évaluations des besoins certes quantifiables mais intrusives, ou qui ne ressent pas le besoin de faire état de son succès en précisant combien de personnes elle a réussi à atteindre (« people reached ») ? Si la réponse dépasse sûrement le cadre de ce rapport, le retour clair que nous avons obtenu de la part des populations interrogées au Tchad et en RDC est que collectivement, nous avons le devoir d'essayer.



Moi, je sais qu'avant de venir faire distribuer une aide, les ONG ont déjà leurs critères et savent ce qu'elles vont faire. Les aides viennent alors que tout est déjà établi.

Homme déplacé à Fizi, Sud-Kivu, RDC



Jouez un rôle de médiateur entre les réfugiés et les communautés hôtes au sujet des terres cultivables, et donnez-nous des outils que nous pourrions utiliser dans nos propres jardins et dans nos champs.

– Homme non déplacé, à Wadi Fira, Tchad



« Même si c'est un projet d'urgence, il ne peut pas se faire du jour au lendemain. La réponse est non, ça ne peut pas se faire en moins de trois mois. C'est une échappatoire. On peut planifier, par exemple, que la première et la deuxième semaine, on communique avec la base. Même deux jours de sensibilisation suffisent pour informer la communauté, car il y a des canaux de communication pour atteindre tout le monde en même temps.

– Leadeuse communautaire à Irumu, Ituri, RDC, réagissant à la justification avancée par certaines organisations humanitaires qu'elles sont parfois obligées de prioriser la rapidité de la distribution de l'aide, plutôt que la communication avec les communautés.

¹⁴ Audrey Hernandez lors du webinaire de Ground Truth Solutions, « [Leçons apprises en écoutant les communautés affectées en RDC et au Tchad](#) » (min. 26:40).

¹⁵ Yves Badesire lors du webinaire de Ground Truth Solutions, « [Leçons apprises en écoutant les communautés affectées en RDC et au Tchad](#) » (min. 18:55).

¹⁶ Hugo Slim. Janvier 2024. « [Painful Choices: how humanitarian can prioritize in a world of rising need](#) ».

¹⁷ « Les chiffres de la population humanitaire constituent la base et le point de référence de toute opération de secours visant à fournir de l'aide en fonction des besoins de la population ». Pour une meilleure compréhension de la manière dont ces chiffres PIN (Personnes dans le Besoin) sont estimés, consultez : IASC. 2016. « [Humanitarian population figures](#) ».

«Prendre des photos de nous et envahir notre intimité : vous ne pouvez pas faire ça. Une jeune femme est venue dans notre maison, apparemment pour mener une évaluation des besoins. Elle est allée dans les chambres des grands-mères pour voir dans quelles conditions elles dormaient. Cela doit cesser »¹⁸.



¹⁸ Illustration: Victoire Rwicha et Victor Ezama. Mwanga Group Consult. Goma, DRC.